

## MINISTÈRE DES FINANCES

F. 95 — 184

18 JANVIER 1995. — Arrêté royal relatif à l'émission par l'Etat belge d'un emprunt dénommé « Obligations linéaires 7,50 % — 26 janvier 1997 »

ALBERT II, Roi des Belges,  
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 2 janvier 1991 relative au marché des titres de la dette publique et aux instruments de la politique monétaire;

Vu le Code des impôts sur les revenus 1992, notamment l'article 268;

Vu la loi du 23 décembre 1994 contenant le budget des Voies et Moyens pour l'année budgétaire 1995, notamment l'article 7;

Vu l'arrêté royal du 23 janvier 1991 relatif aux titres de la dette de l'Etat, modifié par les arrêtés royaux du 22 juillet 1991 et du 10 février 1993;

Vu l'arrêté royal du 9 novembre 1992 portant coordination de l'arrêté royal du 27 mars 1992 relatif à l'émission des obligations linéaires, modifié par les arrêtés royaux des 12 août 1993, 18 octobre 1993, 11 avril 1994 et par l'arrêté royal du 26 mai 1994 relatif à la perception et à la bonification du précompte mobilier conformément au chapitre Ier de la loi du 6 août 1993 relative aux opérations sur certaines valeurs mobilières;

Sur la proposition de Notre Ministre des Finances,

Nous avons arrêté et arrêtons :

**Article 1er.** Notre Ministre des Finances est autorisé à émettre en 1995, aux conditions qu'il détermine, un emprunt dénommé « Obligations linéaires 7,50 % — 26 janvier 1997 ».

**Art. 2.** Le capital émis porte intérêt au taux de 7,50 % l'an à partir du 26 janvier 1995. Les intérêts sont payables le 26 janvier des années 1996 et 1997.

**Art. 3.** L'emprunt est entièrement remboursable au pair le 26 janvier 1997.

**Art. 4.** Notre Ministre des Finances peut autoriser la négociation, en tant que titres dématérialisés autonomes, du droit au capital et du droit à chacun de ces paiements d'intérêts des obligations linéaires 7,50 % — 26 janvier 1997.

**Art. 5.** Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

**Art. 6.** Notre Ministre des Finances est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 18 janvier 1995.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre des Finances,  
Ph. MAYSTADT

## MINISTERIE VAN FINANCIËN

N. 95 — 184

18 JANUARI 1995. — Koninklijk besluit betreffende de uitgifte door de Belgische Staat van een lening genaamd « Lineaire obligaties 7,50 % — 26 januari 1997 »

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 2 januari 1991 betreffende de markt van de effecten van de overheidsschuld en het monetair beleidsinstrumentarium;

Gelet op het Wetboek van de inkomstenbelasting 1992, inzonderheid op artikel 266;

Gelet op de wet van 23 december 1994 houdende de Rijksmiddelenbegroting voor het begrotingsjaar 1995, inzonderheid op artikel 7;

Gelet op het koninklijk besluit van 23 januari 1991 betreffende de effecten van de staatsschuld, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 22 juli 1991 en 10 februari 1993;

Gelet op het koninklijk besluit van 9 november 1992 tot coördinatie van het koninklijk besluit van 27 maart 1992 betreffende de uitgifte van de lineaire obligaties, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 12 augustus 1993, 18 oktober 1993, 11 april 1994 en bij het koninklijk besluit van 26 mei 1994 over de inhouding en de vergoeding van de roerende voorheffing overeenkomstig hoofdstuk I van de wet van 6 augustus 1993 betreffende de transacties met bepaalde effecten;

Op de voordracht van Onze Minister van Financiën,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

**Artikel 1.** Onze Minister van Financiën wordt gemachtigd, onder de door hem vast te stellen voorwaarden, een lening genaamd « Lineaire obligaties 7,50 % — 26 januari 1997 » uit te geven in 1995.

**Art. 2.** Het uitgegeven kapitaal rent tegen 7,50 % 's jaars vanaf 26 januari 1995. De rente is betaalbaar op 26 januari van de jaren 1996 en 1997.

**Art. 3.** De lening is volledig terugbetaalbaar tegen pari op 26 januari 1997.

**Art. 4.** Onze Minister van Financiën kan de verhandeling van het recht op kapitaal en het recht op iedere interestbetaling van lineaire obligaties 7,50 % — 26 januari 1997 als zelfstandige gedematerialiseerde effecten machtigen.

**Art. 5.** Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

**Art. 6.** Onze Minister van Financiën is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 18 januari 1995.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Financiën,  
Ph. MAYSTADT

F. 95 — 185

20 NOVEMBRE 1978. — Arrêté ministériel portant la création et la composition des collèges des chefs de service du Ministère des Finances et confiant à ces collèges certains pouvoirs en matière de carrière des agents de l'Etat

Le Ministre des Finances,

Vu l'arrêté royal du 2 octobre 1937 portant le statut des agents de l'Etat, notamment l'article 55;

Vu l'arrêté royal du 7 août 1939 organisant le signalement et la carrière des agents de l'Etat, notamment les articles 23, 26, 27 et 67;

Vu l'arrêté royal du 24 février 1954 portant fixation du cadre organique du Ministère des Finances, modifié notamment par l'arrêté royal du 16 novembre 1978;

N. 95 — 185

20 NOVEMBER 1978. — Ministerieel besluit houdende oprichting en samenstelling der colleges van dienstchefs van het Ministerie van Financiën en waarbij aan deze colleges sommige bevoegdheden inzake de loopbaan van het Rijkspersoneel worden toevertrouwd

De Minister van Financiën,

Gelet op het koninklijk besluit van 2 oktober 1937 houdende statuut van het Rijkspersoneel, inzonderheid op artikel 55;

Gelet op het koninklijk besluit van 7 augustus 1939 betreffende de beoordeling en de loopbaan van het Rijkspersoneel, inzonderheid op de artikelen 23, 26, 27 en 67;

Gelet op het koninklijk besluit van 24 februari 1954 houdende vaststelling van het organiek kader van het Ministerie van Financiën, inzonderheid gewijzigd door het koninklijk besluit van 16 november 1978;

Vu l'arrêté royal du 29 octobre 1971 fixant le règlement organique du Ministère des Finances, ainsi que les dispositions particulières y assurant l'exécution du statut des agents de l'Etat, modifié notamment par l'arrêté royal du 14 novembre 1978;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, alinéa 1<sup>er</sup>;

Vu l'urgence,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** Un collège des chefs de service est institué auprès des administrations et services du Ministère des Finances repris ci-après :

- 1<sup>o</sup> les Services généraux du Secrétariat général;
- 2<sup>o</sup> l'Administration de la trésorerie;
- 3<sup>o</sup> l'Administration du budget et du contrôle des dépenses;
- 4<sup>o</sup> l'Administration des pensions;
- 5<sup>o</sup> l'Administration des contributions directes;
- 6<sup>o</sup> l'Administration des douanes et accises;
- 7<sup>o</sup> l'Administration de la taxe sur la valeur ajoutée, de l'enregistrement et des domaines;
- 8<sup>o</sup> l'Administration du cadastre.

**Art. 2. § 1<sup>er</sup>.** Le collège des chefs de service des services généraux comprend le Secrétaire général et les fonctionnaires généraux occupant un emploi prévu au cadre.

§ 2. Les collèges visés à l'article 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup> à 8<sup>o</sup>, sont composés des fonctionnaires généraux occupant un emploi prévu au cadre.

§ 3. Par arrêté ministériel pris sur avis du Conseil de direction, un ou plusieurs chefs de service du grade de conseiller au moins peuvent être adjoints aux fonctionnaires généraux faisant partie des collèges des chefs de service.

**Art. 3.** Lorsqu'un collège constitué comme il est dit à l'article 2 ne comprend pas un nombre égal de fonctionnaires inscrits au rôle linguistique néerlandais et au rôle linguistique français, il est complété, en vue de réaliser l'équilibre linguistique, par des fonctionnaires du rôle linguistique le moins représenté.

Ces fonctionnaires sont désignés de la manière prévue à l'article 2, § 3.

**Art. 4. § 1<sup>er</sup>.** Le collège des chefs de service des Services généraux est présidé par le Secrétaire général.

Les collèges visés à l'article 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup> à 4<sup>o</sup>, sont présidés par les chefs d'administration respectifs.

Sans préjudice de l'article 5, § 2, les collèges visés à l'article 1<sup>er</sup>, 5<sup>o</sup> à 8<sup>o</sup>, sont présidés par les chefs d'administration respectifs, sauf lorsque l'Administrateur général des impôts estime devoir personnellement assumer la présidence. Dans ce dernier cas, le membre du collège le moins ancien en grade, appartenant au même rôle linguistique que l'Administrateur général des impôts, n'assiste aux débats qu'avec voix consultative.

§ 2. Le président de chaque collège des chefs de service désigne le membre du collège qui le remplace en cas d'absence ou d'empêchement.

**Art. 5. § 1<sup>er</sup>.** Les pouvoirs conférés au conseil de direction par les articles 23, 26 et 67 de l'arrêté royal du 7 août 1939 sont délégués au collège des chefs de service de l'administration dans laquelle la nomination doit être effectuée, sauf :

- a) pour les fonctionnaires faisant partie de ce collège;
- b) pour les agents du niveau 1 des administrations centrales;
- c) pour les agents des services extérieurs, candidats aux emplois de directeur régional ou de président de comité d'acquisition, à l'exclusion des nominations s'effectuant en surnombre corrélativement à la nomination des conservateurs des hypothèques.

§ 2. Lorsque le collège des chefs de service d'une des administrations visées à l'article 1<sup>er</sup>, 5<sup>o</sup> à 8<sup>o</sup>, est appelé à examiner les titres à la nomination de candidats mis ou à mettre à la disposition de l'Administration de l'inspection spéciale des impôts, l'Administrateur général des impôts peut adjoindre à ce collège, à titre consultatif, un ou plusieurs fonctionnaires de ladite administration.

Il en est de même lorsque le collège visé à l'alinéa premier est appelé à se prononcer sur d'autres mesures individuelles visant un agent de l'Administration de l'inspection spéciale des impôts.

Gelet op het koninklijk besluit van 29 oktober 1971 tot vaststelling van het organiek reglement van het Ministerie van Financiën en van de bijzondere bepalingen die er voorzien in de uitvoering van het statuut van het Rijkspersoneel, inzonderheid gewijzigd door het koninklijk besluit van 14 november 1978;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd bij koninklijk besluit van 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, eerste lid;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid,

Besluit :

**Artikel 1.** Een college van dienstcheefs wordt bij de hiernavolgende administraties en diensten van het Ministerie van Financiën opgericht :

- 1<sup>o</sup> de Algemene Diensten van het Algemeen Secretariaat;
- 2<sup>o</sup> de Administratie der thesaurie;
- 3<sup>o</sup> de Administratie van de begroting en de controle op de uitgaven;
- 4<sup>o</sup> de Administratie der pensioenen;
- 5<sup>o</sup> de Administratie der directe belastingen;
- 6<sup>o</sup> de Administratie der douane en accijnzen;
- 7<sup>o</sup> de Administratie van de belasting over de toegevoegde waarde, registratie en domeinen;
- 8<sup>o</sup> de Administratie van het kadaster.

**Art. 2. § 1.** Het college van dienstcheefs van de Algemene Diensten is samengesteld uit de Secretaris-generaal en de ambtenaren-generaal die een in de personeelsformatie opgenomen betrekking bezetten.

§ 2. De bij artikel 1, 2<sup>o</sup> tot 8<sup>o</sup>, bedoelde colleges zijn samengesteld uit de ambtenaren-generaal die een in de personeelsformatie opgenomen betrekking bezetten.

§ 3. Bij ministerieel besluit genomen op advies van de Directie-raad, kunnen één of meer dienstcheefs met ten minste de graad van adviseur toegevoegd worden aan de ambtenaren-generaal die deel uitmaken van de colleges van dienstcheefs.

**Art. 3.** Zo een college overeenkomstig artikel 2 samengesteld, niet uit een gelijk aantal ambtenaren ingeschreven op de Nederlandse taalrol en op de Franse taalrol bestaat, wordt het, om het taalevenwicht te verwezenlijken, aangevuld met ambtenaren van de minst vertegenwoordigde taalrol.

Die ambtenaren worden aangeduid op de wijze bedoeld bij artikel 2, § 3.

**Art. 4. § 1.** Het college van dienstcheefs van de Algemene Diensten wordt voorgezeten door de Secretaris-generaal.

De bij artikel 1, 2<sup>o</sup> tot 4<sup>o</sup>, bedoelde colleges worden voorgezeten door de respectievelijke administratiechefs.

Onverminderd artikel 5, § 2, worden de bij artikel 1, 5<sup>o</sup> tot 8<sup>o</sup>, bedoelde colleges voorgezeten door de respectievelijke administratiechefs, behalve wanneer de Administrateur-generaal van de belastingen oordeelt zelf het voorzitterschap te moeten waarnemen. In dat geval woont het lid van het college met de minste graadanciënniteit, die tot dezelfde taalrol als de Administrateur-generaal van de belastingen behoort, slechts met raadgevende stem de besprekingen bij.

§ 2. De voorzitter van elk college van dienstcheefs duidt het lid van het college aan dat hem vervangt in geval van afwezigheid of van verhindering.

**Art. 5. § 1.** Aan het college van dienstcheefs van de administratie waar de benoeming moet gebeuren, worden de bij de artikelen 23, 26 en 67 van het koninklijk besluit van 7 augustus 1939 aan de Directie-raad toegekende machten toevertrouwd, behalve :

- a) voor de ambtenaren die deel uitmaken van dat college;
- b) voor de ambtenaren van niveau 1 van de centrale administraties;
- c) voor de ambtenaren van de buitendiensten, kandidaten voor de betrekkingen van gewestelijk directeur of van voorzitter van een aankoopcomité, met uitzondering van de benoemingen in overtal correlatief met de benoeming van de hypotheekbewaarders.

§ 2. Wanneer het college van dienstcheefs van een van de bij artikel 1, 5<sup>o</sup> tot 8<sup>o</sup>, bedoelde administraties de titels voor benoeming moet onderzoeken van kandidaten, ter beschikking gesteld of te stellen van de Administratie van de bijzondere belastinginspectie kan de Administrateur-generaal van de belastingen, om raad te geven, een of meer ambtenaren van bedoelde administratie aan dit college toevoegen.

Hetzelfde geldt wanneer het bij het eerste lid bedoelde college zich moet uitspreken over andere individuele maatregelen betreffende een ambtenaar van de Administratie van de bijzondere belastinginspectie.

**Art. 6.** Le Conseil de direction établit le règlement d'ordre intérieur des collèges des chefs de service.

**Art. 7.** Sont abrogés :

- l'arrêté ministériel du 17 avril 1961 fixant la composition des collèges des chefs de service du Ministère des Finances;
- l'arrêté ministériel du 16 mars 1972 confiant aux collèges des chefs de service certains pouvoirs conférés au Conseil de direction en matière de carrière des agents de l'Etat.

Bruxelles, le 20 novembre 1978.

G. GEENS

**Art. 6.** De Directieraad stelt het huishoudelijk reglement van de colleges van dienstcheefs vast.

**Art. 7.** Zijn opgeheven :

- het ministerieel besluit van 17 april 1961 houdende samenstelling der colleges van dienstcheefs van het Ministerie van Financiën;
- het ministerieel besluit van 16 maart 1972 waarbij sommige van de aan de Directieraad toegekende machten inzake loopbaan van het Rijkspersoneel, aan de colleges van dienstcheefs worden toevertrouwd.

Brussel, 20 november 1978.

G. GEENS

F. 95 — 186

**23 MARS 1989.** — Arrêté ministériel modifiant l'arrêté ministériel du 20 novembre 1978 portant la création et la composition des collèges des chefs de service du Ministère des Finances et confiant à ces collèges certains pouvoirs en matière de carrière des agents de l'Etat

Le Ministre des Finances,

Vu l'arrêté royal du 2 octobre 1937 portant le statut des agents de l'Etat, notamment l'article 55;

Vu l'arrêté royal du 7 août 1939 organisant le signalement et la carrière des agents de l'Etat, notamment les articles 23, 26, 27 et 67;

Vu l'arrêté royal du 29 octobre 1971 fixant le règlement organique du Ministère des Finances, ainsi que les dispositions particulières y assurant l'exécution du Statut des agents de l'Etat, notamment l'article 7, § 2, modifié par l'arrêté royal du 14 novembre 1978;

Vu l'arrêté ministériel du 20 novembre 1978 portant la création et la composition des collèges des chefs de service du Ministère des Finances et confiant à ces collèges certains pouvoirs en matière de carrière des agents de l'Etat;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1<sup>er</sup>, modifié par la loi du 9 août 1980;

Considérant qu'il convient de décharger au plus tôt le conseil de direction de diverses tâches relatives à l'Administration de l'inspection spéciale des impôts;

Considérant qu'il convient d'autre part de permettre au plus tôt à ladite Administration de gérer en propre l'attribution des fonctions supérieures en son sein, ainsi que l'organisation et le fonctionnement de ses services;

Considérant qu'il est dès lors urgent de créer un collège des chefs de service auprès de l'Administration de l'inspection spéciale des impôts,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** A l'article 1<sup>er</sup> de l'arrêté ministériel du 20 novembre 1978 portant la création et la composition des collèges des chefs de service du Ministère des Finances et confiant à ces collèges certains pouvoirs en matière de carrière des agents de l'Etat, il est ajouté un 9<sup>o</sup> rédigé comme suit :

« 9<sup>o</sup> l'Administration de l'inspection spéciale des impôts ».

**Art. 2.** A l'article 2, § 2 du même arrêté, le « 8<sup>o</sup> » est remplacé par « 9<sup>o</sup> ».

**Art. 3.** A l'article 4, § 1<sup>er</sup>, alinéa 3, le « 8<sup>o</sup> » est remplacé par « 9<sup>o</sup> ».

**Art. 4.** A l'article 5, § 1<sup>er</sup>, du même arrêté, les mots « Les pouvoirs » sont remplacés par les mots « Pour les administrations et services visés à l'article 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup> à 8<sup>o</sup>, les pouvoirs ».

**Art. 5.** Le présent arrêté entre en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 1989.

Bruxelles, le 23 mars 1989.

Ph. MAYSTADT

N. 95 — 186

**23 MAART 1989.** — Ministerieel besluit tot wijziging van het ministerieel besluit van 20 november 1978 houdende oprichting en samenstelling der colleges van dienstcheefs van het Ministerie van Financiën en waarbij aan deze colleges sommige bevoegdheden inzake de loopbaan van het Rijkspersoneel worden toevertrouwd

De Minister van Financiën,

Gelet op het koninklijk besluit van 2 oktober 1937 houdende het statuut van het Rijkspersoneel, inzonderheid op artikel 55;

Gelet op het koninklijk besluit van 7 augustus 1939 betreffende de beoordeling en de loopbaan van het Rijkspersoneel, inzonderheid op de artikelen 23, 26, 27 en 67;

Gelet op het koninklijk besluit van 29 oktober 1971 tot vaststelling van het organiek reglement van het Ministerie van Financiën en van de bijzondere bepalingen die er voorzien in de uitvoering van het Statuut van het Rijkspersoneel, inzonderheid op artikel 7, § 2, gewijzigd door het koninklijk besluit van 14 november 1978;

Gelet op het ministerieel besluit van 20 november 1978 houdende oprichting en samenstelling der colleges van dienstcheefs van het Ministerie van Financiën en waarbij aan deze colleges sommige bevoegdheden inzake de loopbaan van het Rijkspersoneel worden toevertrouwd;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wet van 9 augustus 1980;

Overwegende dat het aangewezen is de Directieraad zo spoedig mogelijk van diverse taken te ontheffen met betrekking tot de Administratie van de bijzondere belastinginspectie;

Overwegende dat het anderzijds noodzakelijk is zo spoedig mogelijk bedoelde Administratie toe te laten zelf de toekenning van hogere ambten in haar schoot te beheren, alsook de organisatie en de werking van haar diensten;

Overwegende dat het bijgevoegd dringend is een college van dienstcheefs op te richten bij de Administratie van de bijzondere belastinginspectie,

Besluit :

**Artikel 1.** Artikel 1 van het ministerieel besluit van 20 november 1978 houdende oprichting en samenstelling der colleges van dienstcheefs van het Ministerie van Financiën en waarbij aan deze colleges sommige bevoegdheden inzake de loopbaan van het Rijkspersoneel worden toevertrouwd, wordt aangevuld met een punt 9<sup>o</sup>, luidend als volgt :

« 9<sup>o</sup> de Administratie van de bijzondere belastinginspectie ».

**Art. 2.** In artikel 2, § 2 van hetzelfde besluit wordt punt « 8<sup>o</sup> » vervangen door punt « 9<sup>o</sup> ».

**Art. 3.** In artikel 4, § 1, lid 3, wordt punt « 8<sup>o</sup> » vervangen door punt « 9<sup>o</sup> ».

**Art. 4.** In artikel 5, § 1 van hetzelfde besluit worden de woorden « Aan het college van dienstcheefs van de administratie waar de benoeming moet gebeuren, worden de bij de artikelen 23, 26 en 67 van het koninklijk besluit van 7 augustus 1939 aan de Directieraad toegekende machten toevertrouwd » vervangen door de woorden « Voor de administraties en diensten bedoeld in artikel 1, 1<sup>o</sup> tot 8<sup>o</sup>, worden de bij de artikelen 23, 26 en 67 van het koninklijk besluit van 7 augustus 1939 aan de Directieraad toegekende machten toevertrouwd aan het college van dienstcheefs van de administratie waar de benoeming moet gebeuren, behalve ».

**Art. 5.** Dit besluit treedt in werking op 1 januari 1989.

Brussel, 23 maart 1989.

Ph. MAYSTADT